

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/10671]

**16 JANUARI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van de artikelen 3, § 3<sup>quater</sup>, vierde lid, en 32, § 7, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij het programmadecreet van 12 december 2018 houdende verschillende maatregelen inzake de regeling van de begroting en van de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van infrastructuur voor de Cité des métiers van Charleroi, de uitvoering van de hervorming van de initiële opleiding van de leerkrachten, de artikelen 3, § 3<sup>quater</sup>, vierde lid, en 32, § 7, vierde lid;

Gelet op de toekenning van een premie aan nieuwe scholen of vestigingen voor gewoon onderwijs in zones onder demografische druk, of aan nieuwe scholen voor gespecialiseerd onderwijs, op basis van het aantal open plaatsen in het eerste schooljaar;

Overwegende dat het de Regering toekomt het model te bepalen voor de verklaring door de inrichtende macht van het aantal open plaatsen in het eerste schooljaar;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het model waarmee de inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, de verklaring indienen van het aantal open plaatsen voor het eerste schooljaar, om de premie te genieten bedoeld in artikel 32, § 7, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, is bepaald in bijlage 1 bij dit besluit.

**Art. 2.** Het model waarmee de inrichtende macht van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap de verklaring van het aantal open plaatsen voor het eerste schooljaar indient, om de premie te genieten bedoeld in artikel 3, § 3<sup>quater</sup>, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, is bepaald in bijlage 2 bij dit besluit.

**Art. 3.** De in de artikelen 1 en 2 bedoelde documenten moeten vóór 1 oktober van het jaar van opening aan de Algemene directie van het leerplichtonderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap toegezonden worden.

Brussel, 16 januari 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS


 MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/10615]

**16 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles, l'article 4 ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les relations internationales de Wallonie-Bruxelles ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International ;

Vu le « test genre » du 7 janvier 2016 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 mai 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2018 ;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 15 mai 2018 ;

Vu le protocole n° 494 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 14 septembre 2018 ;

Vu l'avis 64.831/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre-Président, en charge des relations internationales, et du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 février 2012 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de la carrière extérieure de Wallonie-Bruxelles International est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. La qualité de membre du personnel de la carrière extérieure de l'organisme est reconnue :

1° à tout membre du personnel qui est occupé à titre définitif au sein de ladite carrière ;

2° aux membres contractuels engagés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et occupés au sein de ladite carrière. ».

**Art. 2.** Dans l'article 5 du même arrêté, les paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par "poste diplomatique", la représentation diplomatique de la Communauté française et de la Région wallonne, tant en Belgique qu'à l'étranger, à laquelle le délégué général ou le conseiller sont affectés.

§ 2. En activité de service dans un poste diplomatique, les membres du personnel de la carrière extérieure portent le titre de la fonction qu'ils exercent, soit délégué général soit conseiller.

Les titres de délégué général et conseiller de la Communauté française et de la Région wallonne sont les seuls qui peuvent être utilisés dans les contacts.

A l'administration centrale, les membres du personnel de la carrière extérieure portent le titre de la fonction qu'ils y exercent, à savoir directeur chargé de mission ou premier attaché chargé de mission. ».

**Art. 3.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Les membres du personnel de la carrière extérieure remplissent les fonctions qui leur sont assignées soit à l'étranger, soit en Belgique, soit à l'administration centrale. Ils accomplissent les devoirs liés à l'exercice de leur fonction dans le souci constant des intérêts des Gouvernements et ce, notamment, conformément à la lettre de mission visée à l'article 13.

Dans l'exercice de leur mission, les membres du personnel de la carrière extérieure ne mettent pas en cause les relations avec d'autres États et respectent les accords de coopération en vigueur.

La fonction de délégué général et de conseiller inclut notamment la mission de mise en synergie et d'échange d'informations entre les différents réseaux Wallonie-Bruxelles présents à l'étranger ou dans les institutions internationales. ».

**Art. 4.** Dans le chapitre II du même arrêté, la section 4, comportant l'article 8, est abrogée.

**Art. 5.** L'article 9 du même arrêté est complété par les paragraphes 3 à 5, rédigés comme suit :

« § 3. Le lauréat du concours visé à l'article 7, § 2, est nommé en qualité de stagiaire au grade d'attaché.

§ 4. Le stagiaire qui a effectué avec succès le stage visé à l'article 7, § 2, est nommé agent de la carrière extérieure au grade de premier attaché.

§ 5. Le stagiaire qui a fait l'objet d'une évaluation défavorable du stage visé à l'article 7, § 2, est licencié pour inaptitude professionnelle, conformément aux articles 197 et 255 de l'arrêté du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International. ».

**Art. 6.** A l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « cinq ans » sont remplacés par les mots « quatre ans » ;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « au moins » sont abrogés ;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les membres du personnel de la carrière extérieure peuvent effectuer seulement un mandat dans le même poste diplomatique. Néanmoins, les membres du personnel de la carrière extérieure peuvent effectuer un second mandat consécutif dans le même poste diplomatique si les deux conditions suivantes sont réunies :

1° le membre du personnel de la carrière extérieure en fait la demande expresse et dûment justifiée lors du mouvement diplomatique qui suit sa première affectation dans le poste diplomatique dont question ;

2° aucun autre membre du personnel de la carrière extérieure n'est classé en ordre utile, par le Comité de direction de WBI, pour le poste diplomatique dont question.

La durée totale des missions en poste diplomatique effectuée consécutivement sans retour en service à l'administration centrale par un membre du personnel de la carrière extérieure, ne peut pas excéder trois missions de quatre années ou douze années. » ;

4° dans le paragraphe 3, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« WBI consulte les membres du personnel de la carrière extérieure sur les postes ouverts à affectation, hormis ceux dont la durée totale de leurs dernières missions consécutives en poste diplomatique ou à l'administration centrale excède trois missions de quatre années, ou douze années. ».

**Art. 7.** A l'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Il sera procédé à deux évaluations entre deux mouvements diplomatiques :

1° la première, entre vingt-quatre et trente mois après l'approbation de la lettre de mission ;

2° la seconde, entre douze et six mois avant le terme de la période d'affectation dans le poste diplomatique. » ;

2° le paragraphe 4 est complété par les mots : « pour inaptitude professionnelle ».

**Art. 8.** A l'article 37 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La durée du mouvement diplomatique, fixée à quatre années à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, produira ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 2019. Durant la période transitoire, les affectations des membres du personnel de la carrière extérieure restent d'application et prendront fin au 31 août 2019.

Durant la même période, il sera procédé à une évaluation des membres du personnel de la carrière extérieure en poste ou adjoints à l'administration centrale au plus tard six mois avant le 31 août 2019. » ;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Par dérogation à l'article 10, §§ 2 et 3, pour le mouvement diplomatique qui interviendra au 1<sup>er</sup> septembre 2019, tous les membres du personnel de la carrière extérieure, en poste à l'étranger ou adjoints à l'administration centrale, répondant au prescrit de l'article 33, pourront valablement déposer leur candidature pour une affectation en poste. » ;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Par dérogation à l'article 10, § 2, pour le mouvement diplomatique qui interviendra au 1<sup>er</sup> septembre 2019, les membres du personnel de la carrière extérieure répondant au prescrit de l'article 33 pourront être reconduits dans le même poste. » ;

4° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Par dérogation à l'article 10, § 2, les affectations décidées dans le cadre du mouvement diplomatique qui interviendra au 1<sup>er</sup> septembre 2019 prendront fin au 31 août 2023 ou au prochain mouvement diplomatique, sans préjudice de l'application de l'article 33. » ;

5° les paragraphes 6 à 8 sont abrogés.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 10.** Le Ministre-Président et le Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/10615]

16 JANUARI 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 2019 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2012 tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van de externe carrière van "Wallonie-Bruxelles International"

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", artikel 4;

Gelet op het decreet van 9 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen 'Wallonie-Bruxelles';

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2012 tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van de externe carrière van "Wallonie-Bruxelles International";

Gelet op het evaluatieverslag van dit besluit met betrekking tot de respectieve situatie van vrouwen en mannen uitgevoerd in toepassing van artikel 4, tweede lid, 1<sup>o</sup> van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 4 mei 2018;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 15 mei 2018 ;

Gelet op protocol nr. 494 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 14 september 2018;

Gelet op advies 64.831/4 van de Raad van State, gegeven op 17 december 2018 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de minister belast met Internationale Relaties en de minister van Ambtenarenzaken,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2012 tot vastlegging van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van de externe carrière van "Wallonie-Bruxelles International" wordt als volgt vervangen:

*"Art. 2. De hoedanigheid van personeelslid van de externe carrière van de instelling wordt toegekend:*

*1<sup>o</sup> aan elk personeelslid dat in vast verband tewerkgesteld wordt in het kader van genoemde carrière;*

*2<sup>o</sup> aan de contractuele personeelsleden in dienst genomen voor de inwerkingtreding van dit besluit en tewerkgesteld in het kader van bedoelde carrière."*

**Art. 2.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 1 en 2 vervangen door wat volgt:

*"§ 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt onder "diplomatieke post" verstaan de diplomatieke vertegenwoordiging van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest, zowel in België als in het buitenland, waarvoor de algemeen afgevaardigde of de adviseur worden aangesteld.*

*§ 2. In dienstactiviteit op een diplomatieke post dragen de personeelsleden van de externe carrière de hoedanigheid van het ambt dat ze uitoefenen, namelijk algemeen afgevaardigde of adviseur.*

*De hoedanigheden van algemeen afgevaardigde en adviseur van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest van België zijn de enige die mogen worden gebruikt bij de contacten.*

*Bij het hoofdbestuur dragen de personeelsleden van de externe carrière de hoedanigheid van het ambt dat ze er uitoefenen, namelijk directeur belast met een missie of eerste attaché belast met een missie."*

**Art. 3.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

*"Art. 6. De personeelsleden van de externe carrière vervullen de hen toegewezen functies hetzij in het buitenland, hetzij in België, hetzij bij het hoofdbestuur. Ze komen de plichten na i.v.m. de uitoefening van hun ambt, waarbij constant zorg moet gedragen worden voor de belangen van de Regeringen, met name overeenkomstig de missiebrief bedoeld in artikel 13.*

*Bij het vervullen van hun missie zorgen de personeelsleden van de externe carrière ervoor dat de betrekkingen met andere Staten niet op de helling komen te staan en leven ze de van kracht zijnde samenwerkingsovereenkomsten na.*

*De hoedanigheid van algemeen afgevaardigde en van adviseur omvat met name de missie om synergie en uitwisseling van informatie tot stand te brengen tussen de verschillende netwerken van "Wallonie-Bruxelles" die aanwezig zijn in het buitenland of in de internationale instellingen."*

**Art. 4.** In hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt afdeling 4, die artikel 8 bevat, opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld door de paragrafen 3 en 4, die als volgt zijn opgesteld:

*"§ 3. De geslaagde voor een examen bedoeld in artikel 7, § 2, wordt benoemd tot stagiair met de graad van attaché.*

*§ 4. De stagiair die met succes de stage bedoeld in artikel 7, § 2, heeft gelopen, wordt benoemd tot personeelslid van de externe carrière met de graad van eerste attaché.*

*§ 5. De stagiair die een negatieve beoordeling kreeg voor de stage bedoeld in artikel 7, § 2, wordt ontslagen om reden van professionele ongeschiktheid, in overeenstemming met artikels 197 en 255 van het besluit van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International"."*

**Art. 6.** Aan artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 oktober 2013, worden de volgende aanpassingen aangebracht:

- 1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "vijf jaar" vervangen door de woorden "vier jaar";
- 2° in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord "minstens" opgeheven;
- 3° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

*"§ 2. De personeelsleden van de externe carrière kunnen slechts één mandaat uitoefenen op dezelfde diplomatieke post. De personeelsleden van de externe carrière kunnen wel een tweede achtereenvolgend mandaat uitoefenen op dezelfde diplomatieke post als aan de twee volgende voorwaarden is voldaan:*

- 1° het personeelslid van de externe carrière heeft daar uitdrukkelijk en naar behoren gemotiveerd om verzocht bij de diplomatieke beweging die volgt op zijn eerste aanstelling op de diplomatieke post waarvan sprake;*
- 2° geen enkel ander personeelslid van de externe carrière is hoger geklasseerd door het directiecomité van WBI voor de diplomatieke post waarvan sprake.*

*De totale duur van de achtereenvolgens en zonder terugkeer naar een dienst van het hoofdbestuur vervulde missies op een diplomatieke post door een personeelslid van de externe carrière mag niet meer bedragen dan drie missies van vier jaar of twaalf jaar."*

- 4° in paragraaf 3 wordt het derde lid vervangen door wat volgt:

*"WBI raadpleegt de personeelsleden van de externe carrière voor de posten die openstaan voor aanstelling, behalve degene van wie de totale duur van hun laatste achtereenvolgende missies op een diplomatieke post of op het hoofdkantoor meer bedraagt dan drie missies van vier jaar, of twaalf jaar."*

**Art. 7.** Aan artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 oktober 2013, worden de volgende aanpassingen aangebracht:

- 1° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

*"§ 2. Tussen twee diplomatieke bewegingen worden twee evaluaties gemaakt:*

- 1° de eerste, tussen vierentwintig en dertig maanden na goedkeuring van de missiebrief;*
- 2° de tweede, tussen twaalf en zes maanden voor het einde van de periode van aanstelling op de diplomatieke post."*
- 2° paragraaf 4 wordt aangevuld met de woorden: *"om reden van professionele ongeschiktheid"*.

**Art. 8.** Aan artikel 37 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 oktober 2013, worden de volgende aanpassingen aangebracht:

- 1° paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt:

*"§ 2. De duur van de diplomatieke beweging, vastgelegd op vier jaar in artikel 10, § 1, treedt vanaf 1 september 2019 in werking. Gedurende de overgangperiode blijven de aanstellingen van de personeelsleden van de externe carrière van toepassing en ze lopen af op 31 augustus 2019.*

*Gedurende dezelfde periode zal er een evaluatie worden gemaakt van de personeelsleden van de externe carrière op een post of aangesteld bij het hoofdbestuur ten laatste zes maanden voor 31 augustus 2019."*

- 2° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt:

*"§ 3. In afwijking van artikel 10, § 2 en § 3, wat betreft de diplomatieke beweging die plaatsvindt op 1 september 2019, kunnen alle personeelsleden van de externe carrière, op post in het buitenland of aangesteld bij het hoofdbestuur, die beantwoorden aan het voorschrift van artikel 33, geldig hun kandidatuur indienen voor een aanstelling op een post."*

- 3° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt:

*"§ 4. In afwijking van artikel 10, § 2, wat betreft de diplomatieke beweging die plaatsvindt op 1 september 2019, kunnen de personeelsleden van de externe carrière die beantwoorden aan het voorschrift van artikel 33, opnieuw worden aangesteld op dezelfde post."*

- 4° paragraaf 5 wordt vervangen door wat volgt:

*"§ 5. In afwijking van artikel 10, § 2, lopen de aanstellingen die zijn beslist in het kader van de diplomatieke beweging die plaatsvindt op 1 september 2019, af op 31 augustus 2023 of bij de volgende diplomatieke beweging, onverminderd de toepassing van artikel 33."*

- 5° paragrafen 6 tot 8 worden opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op de dag na zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 10.** De Minister-President en de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke Kansen et Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvouding,  
A. FLAHAUT